

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

16 avril 2024

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal du 27 août 1993
d'exécution du Code des impôts sur
les revenus 1992, en vue de supprimer
la prime de fidélité**

Avis de la Cour des comptes

Voir:

Doc 55 **3730/ (2023/2024):**

001: Proposition de loi de MM. Vanden Burre, Vanbesien et Vicaire.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

16 april 2024

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk besluit
van 27 augustus 1993 tot uitvoering
van het Wetboek van de inkomstenbelastingen
1992, met het oog op de afschaffing
van de getrouwheidspremie**

Advies van het Rekenhof

Zie:

Doc 55 **3730/ (2023/2024):**

001: Wetsvoorstel van de heren Vanden Burre, Vanbesien en Vicaire.

12001

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



Avis sur la proposition de loi 55/3730 modifiant l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du code des impôts sur les revenus 1992, en vue de supprimer la prime de fidélité

Avis approuvé par l'assemblée générale de la Cour des comptes du 10 avril 2024

1 Demande d'avis

Par lettre du 26 janvier 2024, la présidente de la Chambre des représentants a transmis à la Cour des comptes la demande de la commission des Finances et du Budget de lui fournir, en application de l'article 79, 1^{er} alinéa du règlement de la Chambre, un avis contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution de recettes découlant de l'adoption de la proposition de loi DOC 55 3730/001¹. Cette proposition a été déposée à la Chambre le 5 décembre 2023.

2 Examen de la proposition de loi

2.1 Objet de la proposition de loi

La proposition de loi vise à supprimer les dispositions légales qui imposent aux banques de rémunérer les comptes d'épargne réglementés moyennant une prime de fidélité. Les dépôts d'épargne seraient ainsi rémunérés uniquement par le biais d'un taux d'intérêt de base, versé une fois par année civile. La proposition de loi entend ainsi augmenter la transparence de la rémunération de l'épargne et stimuler la mobilité interbancaire et donc la concurrence. Une période de transition d'un an est prévue et, à l'issue de celle-ci, l'encours des primes de fidélité serait clôturé et attribué *pro rata temporis*, indépendamment de la durée minimale d'inscription de chaque dépôt d'épargne.

2.2 Avis du SPF Finances

Le 7 février 2024, la Cour des comptes a demandé à l'Administration Générale de l'Expertise et du Support Stratégiques (AGESS) du SPF Finances de lui communiquer son avis juridique et son estimation budgétaire.

L'AGESS estime que l'impact budgétaire de cette proposition de loi devrait être positif ou nul mais elle n'est pas en mesure de fournir une estimation précise de cet impact.

¹ Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de supprimer la prime de fidélité, Exposé des motifs, *Doc. parl.*, 5 décembre 2023, 55 3730/001.

L'AGESS a transmis son avis juridique le 21 février 2024 à la Cour des comptes. Elle considère que la proposition de loi ne soulève aucune objection juridique ou technique fondamentale mais émet plusieurs observations légistiques et relève quelques points d'attention :

- En vertu des articles 170, §1 et 172, 2^{ème} alinéa, de la Constitution, seule une loi peut établir les éléments essentiels de l'impôt. La modification de l'arrêté royal doit donc s'effectuer ou être confirmée par le législateur ;
- Les versions néerlandaise et française des développements présentent des discordances ;
- Les dispositions modificatives qui concernent un même article pourraient être reprises dans un article modificatif unique ;
- La proposition de loi ne modifie pas le taux d'intérêt de base maximal mais supprime la prime de fidélité complémentaire qui s'y ajoute actuellement à hauteur de maximum 50 % du taux d'intérêt de base. La législation actuelle prévoit également une prime de fidélité de minimum 0,1 % ;
- La prime de fidélité garantit à l'épargnant qu'il bénéficiera pendant un an d'un taux d'intérêt connu à l'avance, alors que le taux d'intérêt de base peut être changé plus rapidement ;
- Il restera possible aux banques de proposer des comptes d'épargne d'accroissement qui offrent un taux d'intérêt plus élevé mais limitent les montants qui peuvent être versés ;
- La suppression de la prime de fidélité rapprochera les comptes d'épargne belges des comptes d'épargne offerts dans les autres pays européens, mais les autres conditions substantielles empêcheront vraisemblablement les comptes d'épargne étrangers d'être assimilés à des comptes belges réglementés et de bénéficier de la même exonération fiscale ;
- La période transitoire ne durera une année complète que si la date d'entrée en vigueur est repoussée au 13^e mois qui suit la publication ;
- À l'issue de la période transitoire, les comptes actuels ne cesseront pas d'exister mais deviendront des comptes non réglementés.

2.3 Effet sur les recettes fiscales

Un précompte mobilier de 15% est prélevé par les banques sur les intérêts des comptes réglementés qui dépassent 1.020 euros par contribuable (pour l'exercice d'imposition 2024). Ces recettes s'élevaient à 1,36 million d'euros en 2021 et à 1,29 million d'euros en 2022².

En outre, 2.613 contribuables ont déclaré en 2022 des revenus de dépôts d'épargne réglementés auprès d'établissements de crédit dans l'Espace économique européen, pour un montant total de 2,3 millions d'euros, sur lesquels le précompte mobilier n'avait pas été retenu (soit 320.000 euros de recettes fiscales supplémentaires selon les simulations du SPF Finances)³. Il s'agit principalement (98%) de contribuables qui disposent de plusieurs comptes réglementés en Belgique dont les intérêts totaux dépassent le seuil d'exonération. Dans ce cas, le contribuable doit déclarer les intérêts taxables dans sa déclaration IPP. Il en va de même pour les intérêts issus de comptes réglementés analogues auprès d'établissements de crédit dans l'Espace économique européen⁴.

² Réponse du Vice-premier ministre et ministre des Finances à la question n° 1758 de Monsieur le député Christian Leysen du 14 novembre 2023, <https://www.lachambre.be/QRVA/pdf/55/55K0126.pdf>, p. 252.

³ Réponse du SPF Finances du 14 mars 2024.

⁴ Voir à ce sujet, la [Circulaire 2020/C/33 concernant l'exonération des revenus de dépôts d'épargne réglementés reçus par des établissements de crédit établis à l'étranger du 21 février 2020](#).



Les intérêts des comptes non réglementés sont taxés au taux de 30% (CIR 92, article 171, 3°).

La proposition de loi peut influencer ces recettes à la hausse ou à la baisse, par différents mécanismes. Il s'agit principalement de l'évolution des taux d'intérêts suite à l'adoption de cette proposition, d'un éventuel élargissement de l'exonération fiscale à d'autres comptes étrangers, d'effets uniques liés à la période transitoire et d'éventuels effets indirects.

2.3.1 Évolution des taux d'intérêts

Les recettes fiscales perçues actuellement dépendent du taux d'intérêt réellement perçu par l'épargnant, qui est lui-même fonction du taux d'intérêt de base (acquis dès le lendemain du dépôt) et du taux s'appliquant à la prime de fidélité (acquise pour les montants restés un an en compte). Ce taux réellement perçu est généralement inférieur à la somme de ces deux taux. En effet, alors qu'un changement du taux d'intérêt de base s'applique immédiatement à l'intégralité des montants en compte, un changement du taux d'intérêt de la prime de fidélité ne s'applique qu'aux nouveaux versements ou à l'échéance des précédentes périodes d'un an. De plus, comme le rappelle la FSMA dans son avis relatif à la suppression de la prime de fidélité, « le comportement en matière de retraits et de dépôts sur un compte ne peut être entièrement simulé à l'avance, et a pour conséquence que le taux réellement perçu par l'épargnant ne sera dans l'immense majorité des situations pas égal à la somme des taux d'intérêt de base et de la prime de fidélité ».

Il est probable que le taux d'intérêt réellement perçu, et donc les recettes fiscales, ne sera pas affecté négativement par la suppression de la prime de fidélité. En effet, celui-ci dépend principalement des conditions du marché et de l'offre commerciale des établissements bancaires et la proposition de loi veut stimuler la concurrence dans le but d'augmenter la rémunération effective des dépôts.

Il n'est pas du ressort de la Cour des comptes d'évaluer les effets de cette suppression sur la concurrence dans le secteur bancaire et sur l'évolution des taux d'intérêt réellement perçus. Cependant, elle ne dispose pas d'élément probant qui suggérerait que l'épargne serait moins rémunérée en cas de suppression de la prime de fidélité, en particulier si, comme le recommande la FSMA, des mesures adéquates en faveur des épargnants sont prises pour que « l'introduction d'un taux d'intérêt unique ne s'accompagne pas pour ceux-ci d'une diminution de la rémunération effectivement perçue ».

Dans son avis juridique, le SPF Finances attire toutefois l'attention sur le fait que la proposition de loi en examen fixe un taux d'intérêt maximal qui est inférieur de 33% au taux maximal actuel étant donné que la prime de fidélité ne s'y ajoute plus à concurrence de 50% du taux de base. De même, le taux d'intérêt minimal est abaissé à 0,01% (0,11% actuellement). En théorie, ces changements pourraient avoir un effet négatif sur les recettes fiscales mais, au vu des taux actuellement en vigueur, il ne s'agit que d'un risque théorique car les taux d'intérêts dépassent le seuil mais restent bien inférieurs au plafond.

Le SPF Finances, par courriel du 7 février 2024, a donc également estimé que l'impact budgétaire de la proposition de loi serait vraisemblablement positif ou nul, mais qu'il n'était pas possible de fournir une estimation plus précise.

2.3.2 Élargissement de l'exonération fiscale à des comptes étrangers

Le régime fiscal favorable appliqué aux comptes réglementés belges peut également s'appliquer aux intérêts perçus sur les comptes d'épargne détenus auprès de banques

situées dans d'autres pays de l'Espace économique européen (« EEE »), si ceux-ci remplissent des conditions similaires à celles qui s'appliquent aux comptes belges. Il s'agit de la double rémunération (taux d'intérêt de base et prime de fidélité) mais également de la devise dans laquelle ils sont libellés, des conditions et modes de retraits et du fait que les conditions similaires doivent avoir été déterminées par les instances étrangères compétentes.

La suppression de la prime de fidélité rapprochera les comptes d'épargne belges des comptes d'épargne offerts dans les autres pays européens.

Selon le SPF Finances, il est cependant improbable que des comptes étrangers puissent, suite à la suppression de la prime de fidélité, être assimilés à des comptes belges réglementés et bénéficier de la même exonération fiscale, car les comptes étrangers ne satisfont généralement pas aux autres conditions. Par exemple, le livret A français peut être utilisé pour réaliser des paiements (et ne remplit donc pas la condition relative aux modes de retrait) et les comptes d'épargne néerlandais ne sont pas réglementés de manière analogue aux comptes belges.

2.3.3 Effets liés à la période transitoire

L'attribution au terme de la période de transition des intérêts *pro rata temporis*, alors que la prime de fidélité n'est normalement acquise que pour les sommes restées en compte pendant un an, pourrait entraîner une augmentation ponctuelle des recettes car une partie des dépôts visés auraient vraisemblablement été retirés avant l'acquisition de la prime. A l'inverse, certains contribuables pourraient être moins imposés car ils auraient dépassé le seuil d'exonération si l'entièreté de la prime de fidélité avait été payée à l'échéance, sur une même période imposable.

Ces effets, qui ne concerneraient que les contribuables qui dépassent le seuil d'exonération des intérêts, ne sont toutefois pas quantifiables et seraient limités à l'année d'entrée en vigueur de la proposition de loi.

Recourir, comme le suggère le SPF Finances, à une période transitoire mobile (douze mois à compter du dépôt) neutraliserait ces effets.

2.3.4 Effets indirects

Des effets indirects pourraient également avoir une incidence sur les dépenses ou les recettes fiscales, par exemple si la suppression de la prime de fidélité entraînait des risques pour le secteur bancaire ou des évolutions sur le marché bancaire (changement de l'attractivité relative des différents produits d'épargne et d'investissement). La Cour des comptes n'a pas évalué ces aspects, qui soit sont imprévisibles, soit ne relèvent pas de sa compétence. La Cour renvoie, en la matière, aux avis de la BNB et de la FSMA relatifs à la suppression de la prime de fidélité⁵.

3 Conclusion

Compte tenu des développements qui précèdent, la Cour des comptes considère que la proposition de loi n'aura vraisemblablement pas d'impact budgétaire direct significatif. Aucun élément probant ne permet de conclure que les taux d'intérêt réellement perçus par

⁵ FSMA : https://www.fsma.be/sites/default/files/media/files/2024-02/2024-02-12_avis_primedefidelite.pdf; BNB : avis non publié.



les contribuables, et donc les recettes fiscales, seraient affectés négativement par la suppression de la prime de fidélité. Il est également improbable que cette suppression rende applicable l'exonération des intérêts à d'autres comptes étrangers. D'éventuels effets liés à la période transitoire ne sont pas quantifiables et seraient limités à l'année d'entrée en vigueur de la proposition de loi. En ce qui concerne les aspects qui ne relèvent pas de la compétence de la Cour des comptes, notamment les éventuels effets indirects en lien avec la stabilité et la concurrence dans le secteur bancaire, elle renvoie aux avis de la BNB et de la FSMA.



Advies over het wetsvoorstel 55/3730 tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met het oog op de afschaffing van de getrouwheidspremie

De algemene vergadering van het Rekenhof keurde dit advies goed op 10 april 2024

1 Vraag om advies

Middels een brief van 26 januari 2024 bezorgde de voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers aan het Rekenhof het verzoek van de commissie Financiën en Begroting om op grond van artikel 79, 1^e lid, van het reglement van de Kamer een advies te formuleren met daarin een raming van de nieuwe uitgaven of van de minderontvangsten die zouden voortvloeien uit de goedkeuring van het wetsvoorstel DOC 55 3730/001¹. Dat wetsvoorstel werd op 5 december 2023 bij de Kamer ingediend.

2 Onderzoek van het wetsvoorstel

2.1 Voorwerp van het wetsvoorstel

Het wetsvoorstel wil de wettelijke bepalingen afschaffen die banken verplichten om gereguleerde spaarrekeningen te vergoeden met een getrouwheidspremie. De spaardeposito's zouden dan enkel worden vergoed met een basisrente die eenmaal per kalenderjaar wordt gestort. Op die manier wil het wetsvoorstel tot een meer transparante spaarvergoeding komen en de interbancaire mobiliteit, en derhalve de concurrentie, aanmoedigen. Er is voorzien in een overgangperiode van een jaar, waarna het lopende saldo aan getrouwheidspremies *pro rata temporis* zou worden vereffend en toegekend, los van de inschrijvingsduur van elk spaardeposito.

2.2 Advies van de FOD Financiën

Op 7 februari 2024 heeft het Rekenhof aan de Algemene Administratie voor Beleidsexpertise en -ondersteuning (AABEO) van de FOD Financiën gevraagd een juridisch advies en een budgettaire raming op te stellen.

Volgens de AABEO zou de budgettaire impact van het wetsvoorstel positief of nul moeten zijn, maar valt die niet precies te ramen.

¹ Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met het oog op de afschaffing van de getrouwheidspremie, parl. stuk, 5 december 2023, DOC 55 3730/001.



Het juridische advies van de AABEO werd op 21 februari 2024 aan het Rekenhof bezorgd. Volgens de AABEO geeft het wetsvoorstel geen aanleiding tot enig fundamenteel juridisch of technisch bezwaar maar ze formuleert wel een aantal legistieke opmerkingen en een paar aandachtspunten:

- artikel 170, §1, en artikel 172, 2° lid, van de Grondwet bepalen dat enkel een wet de essentiële elementen van de belasting kan invoeren. De wijziging van het koninklijk besluit zal dus moeten worden uitgevoerd of bekrachtigd door de wetgever;
- er zijn verschillen tussen de Nederlandse en de Franse versie van de toelichting;
- de bepalingen die wijzigingen aanbrengen in eenzelfde artikel zouden kunnen worden opgenomen in één enkel wijzigend artikel;
- het wetsvoorstel wijzigt niet de maximale basisrente maar schrapt de aanvullende getrouwheidspremie die daar momenteel bovenop komt ten belope van maximum 50 % van de basisrente. De huidige wetgeving voorziet ook in een getrouwheidspremie van minimum 0,1 %;
- de getrouwheidspremie garandeert de spaarder dat hij gedurende een jaar een vooraf gekende rentevoet zal genieten, terwijl de basisrente sneller kan worden aangepast;
- de banken zullen nog altijd groeirekeningen kunnen aanbieden met een hogere rentevoet maar met een beperking qua gestorte bedragen;
- door de getrouwheidspremie te schrappen, zullen de Belgische spaarrekeningen nauwer aanleunen bij de spaarrekeningen die worden aangeboden in de andere Europese landen, maar de nog resterende andere voorwaarden zullen wellicht verhinderen dat buitenlandse spaarrekeningen worden gelijkgesteld met gereglementeerde Belgische rekeningen en dat ze dezelfde fiscale vrijstelling genieten;
- de overgangperiode zal enkel een volledig jaar beslaan als de datum van inwerkingtreding wordt verschoven naar de 13^e maand na de publicatie;
- na afloop van de overgangperiode zullen de huidige rekeningen niet verdwijnen maar worden omgevormd tot niet-gereglementeerde rekeningen.

2.3 Effect op de fiscale ontvangsten

De banken houden 15% roerende voorheffing in op de rentes van gereglementeerde rekeningen die meer dan 1.020 euro per belastingplichtige bedragen (voor het aanslagjaar 2024). Die ontvangsten bedroegen 1,36 miljoen euro in 2021 en 1,29 miljoen euro in 2022².

In 2022 hebben bovendien 2.613 belastingplichtigen inkomsten aangegeven die afkomstig waren van gereglementeerde spaardeposito's bij kredietinstellingen uit de Europese Economische Ruimte, voor een totaalbedrag van 2,3 miljoen euro, waarop geen roerende voorheffing werd geheven (volgens de simulaties van de FOD Financiën komt dat neer op 320.000 euro aan bijkomende fiscale ontvangsten)³. Het gaat voornamelijk (98%) om belastingplichtigen met meerdere gereglementeerde rekeningen in België waarvan de totale rentes de vrijstellingsdrempel overschrijden. In dat geval moet de belastingplichtige de belastbare rentes aangeven in zijn PB-aangifte. Hetzelfde geldt voor de rentes die afkomstig

² Antwoord van de vice-eersteminister en minister van Financiën op vraag nr. 1758 die de heer volksvertegenwoordiger Christian Leysen stelde op 14 november 2023, <https://www.lachambre.be/QRVA/pdf/55/55K0126.pdf>, p. 252.

³ Antwoord van de FOD Financiën van 14 maart 2024.



zijn van analoge gereglementeerde rekeningen bij kredietinstellingen uit de Europese Economische Ruimte⁴.

De rentes van niet-gereglementeerde rekeningen worden belast tegen een aanslagvoet van 30% (WIB 92, artikel 171, 3°).

Het wetsvoorstel kan de ontvangsten doen stijgen of doen dalen, door verschillende mechanismen. Het gaat dan voornamelijk om de evolutie van de rentevoeten ingevolge de goedkeuring van het voorstel, om een eventuele uitbreiding van de fiscale vrijstelling naar andere buitenlandse rekeningen, om eenmalige effecten in samenhang met de overgangperiode en eventuele onrechtstreekse effecten.

2.3.1 Evolutie van de rentevoeten

De thans geïnde fiscale ontvangsten hangen af van de rentevoet die de spaarder werkelijk uitgekeerd krijgt en die zelf afhangt van de basisrente (verworven vanaf de dag na het deposito) en van de rentevoet die geldt voor de getrouwheidspremie (verworven voor bedragen die een jaar op de rekening blijven staan). De werkelijk uitgekeerde rentevoet ligt veelal lager dan de som van die twee percentages. Een wijziging van de basisrente is immers onmiddellijk van toepassing op alle bedragen op de rekening terwijl een wijziging van de rentevoet van de getrouwheidspremie slechts van toepassing is op nieuwe stortingen of na het verstrijken van de voorgaande periodes van een jaar. Zoals de FSMA in herinnering brengt in haar advies over de getrouwheidspremie, is het bovendien zo dat “het gedrag inzake opvragingen en deposito’s met betrekking tot een rekening niet volledig op voorhand kan worden gesimuleerd. Bijgevolg zal de rentevoet die de spaarder werkelijk ontvangt, in de overgrote meerderheid van de gevallen niet overeenstemmen met de som van de basisrentevoet en de getrouwheidspremie”.

De werkelijk uitgekeerde rentevoet (en derhalve de fiscale ontvangsten) zal wellicht niet negatief beïnvloed worden door de schrapping van de getrouwheidspremie. Die hangt immers vooral af van de marktvorwaarden en van het commerciële aanbod van de banken, en het wetsvoorstel wil de concurrentie aanmoedigen om de effectieve vergoeding voor deposito’s te verhogen.

Het behoort niet tot het expertisedomein van het Rekenhof om te evalueren wat het effect is van die schrapping op de concurrentie in de bankensector en op de evolutie van de werkelijk uitgekeerde rentevoeten. Het Rekenhof beschikt echter niet over enig bewijs dat zou suggereren dat sparen minder zou opbrengen als de getrouwheidspremie verdwijnt, in het bijzonder als overeenkomstig de aanbeveling van de FSMA passende maatregelen worden genomen ten gunste van de spaarders opdat “de invoering van één enkele rentevoet niet tot gevolg heeft dat ze effectief een lagere vergoeding ontvangen”.

In zijn juridische advies vestigt de FOD Financiën evenwel de aandacht op het feit dat het onderzochte wetsvoorstel een maximale rentevoet vastlegt die 33% lager ligt dan het huidige maximum aangezien de getrouwheidspremie er niet meer bij wordt opgeteld naar rato van 50% van de basisrente. De minimale rentevoet wordt ook teruggebracht tot 0,01 % (tegenover 0,11% nu). Die wijzigingen zouden in theorie een negatieve impact kunnen hebben op de

⁴ Zie in dat verband de [Circulaire 2020/C/33 van 21 februari 2020 betreffende de vrijstelling van de inkomsten uit gereglementeerde spaardeposito's ontvangen door in het buitenland gevestigde kredietinstellingen](#).



fiscale ontvangsten maar gezien de huidige rentevoeten is dat een louter theoretisch risico want de rentevoeten overschrijden de drempel maar blijven wel onder het plafond.

In een mail van 7 februari 2024 was de FOD Financiën eveneens van oordeel dat de budgettaire impact van het wetsvoorstel wellicht positief of nul zou zijn, maar dat het onmogelijk was een meer precieze raming voor te leggen.

2.3.2 Fiscale vrijstelling ook voor buitenlandse rekeningen

De gunstige fiscale regeling die geldt voor Belgische gereguleerde rekeningen kan ook worden toegepast op de rentes die worden uitgekeerd op spaarrekeningen bij banken in andere landen van de Europese Economische Ruimte als zij beantwoorden aan voorwaarden die vergelijkbaar zijn met de voorwaarden die gekoppeld zijn aan de Belgische rekeningen. Het gaat om de dubbele vergoeding (basisrente en getrouwheidspremie) maar ook om de valuta waarin de rekeningen worden gevoerd, de voorwaarden en nadere regels voor opvragingen en het feit dat de vergelijkbare voorwaarden moeten zijn bepaald door de bevoegde buitenlandse instanties.

Door de getrouwheidspremie te schrappen, zullen de Belgische spaarrekeningen nauwer aanleunen bij de spaarrekeningen die worden aangeboden in de andere Europese landen.

Volgens de FOD Financiën is het echter onwaarschijnlijk dat buitenlandse rekeningen ingevolge de schrapping van de getrouwheidspremie gelijkgesteld zouden kunnen worden met gereguleerde Belgische rekeningen en dezelfde fiscale vrijstelling zouden kunnen genieten, want de buitenlandse rekeningen voldoen over het algemeen niet aan de andere voorwaarden. Met het Franse "Livret A" kunnen bijvoorbeeld betalingen worden gedaan (waardoor het niet beantwoordt aan de voorwaarde in verband met de regels voor opvragingen) en de Nederlandse spaarrekeningen zijn niet gereguleerd op een manier die analoog is aan de Belgische rekeningen.

2.3.3 Effecten in samenhang met de overgangperiode

Dat de rentes op het einde van de overgangperiode *pro rata temporis* worden toegekend terwijl de getrouwheidspremie normaal gezien enkel geldt voor bedragen die gedurende een jaar op de rekening zijn blijven staan, zou tot een uitzonderlijke stijging van de ontvangsten kunnen leiden omdat een deel van de beoogde deposito's waarschijnlijk zou zijn afgehaald vóór het verwerven van de premie. Omgekeerd zouden sommige belastingplichtigen minder belast kunnen worden omdat ze de vrijstellingsdrempel zouden hebben overschreden als de volledige getrouwheidspremie bij vervaldatum was uitbetaald, over eenzelfde belastbare periode.

Die effecten hebben uitsluitend betrekking op belastingplichtigen die de vrijstellingsdrempel voor rentes overschrijden. Ze zijn niet te kwantificeren en zouden zich beperken tot het jaar waarin het wetsvoorstel in werking treedt.

Die effecten zouden geneutraliseerd worden door te werken met een vlottende overgangperiode (twaalf maanden vanaf het deposito), zoals de FOD Financiën suggereert.

2.3.4 Onrechtstreekse effecten

Onrechtstreekse effecten zouden ook een impact kunnen hebben op de fiscale uitgaven of ontvangsten, bijvoorbeeld als de schrapping van de getrouwheidspremie risico's zou inhouden voor de bankensector of evoluties teweeg zou brengen op de bankenmarkt (wijziging van de relatieve aantrekkelijkheid van de verschillende spaar- en



investeringsproducten). Het Rekenhof heeft geen evaluatie gemaakt van die aspecten, die ofwel onvoorspelbaar zijn, ofwel niet onder zijn bevoegdheid vallen. Het verwijst in dat verband naar de adviezen van de NBB en van de FSMA over de schrapping van de getrouwheidspremie⁵.

3 Conclusie

Gelet op het voorgaande is het Rekenhof van oordeel dat het wetsvoorstel waarschijnlijk geen significante rechtstreekse budgettaire impact zal hebben. Er is geen enkel bewijs dat toelaat te besluiten dat de rentevoeten die de belastingplichtigen werkelijk uitgekeerd krijgen (en derhalve de fiscale ontvangsten) negatief zouden worden beïnvloed door de schrapping van de getrouwheidspremie. Het is ook onwaarschijnlijk dat de vrijstelling die geldt voor de rentes van toepassing wordt op andere buitenlandse rekeningen door het verdwijnen van de getrouwheidspremie. Eventuele effecten in samenhang met de overgangperiode zijn niet te kwantificeren en zouden zich beperken tot het jaar waarin het wetsvoorstel in werking treedt. Voor de aspecten die niet tot de bevoegdheid van het Rekenhof behoren, zoals de eventuele onrechtstreekse effecten in samenhang met de stabiliteit en de concurrentie in de bankensector, verwijst het naar de adviezen van de NBB en van de FSMA.

⁵ FSMA: https://www.fsma.be/sites/default/files/media/files/2024-02/2024-02-12_advies_getrouwheidspremie.pdf;
NBB: het advies werd niet gepubliceerd.